

L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique : une revue de la littérature The impact of financial inclusion on economic growth: a literature review

Zakarya Mouzoun^{1,*}, Anouar Ammi¹

¹ENCG, Université Ibn Tofail, Kenitra, Maroc

PAPER INFO

Paper History

Received Dec 2022

Accepted Feb 2023

Keywords

Pauvreté, Inclusion financière, Exclusion financière, Accumulation du capital, Développement financier, Croissance économique, revue de la littérature.

Résumé

L'inclusion financière vise les populations ne bénéficiant pas du système bancaire classique, et leur permet d'accéder et d'utiliser des services et produits financiers, afin, d'améliorer leurs conditions de vie. Aujourd'hui, la notion d'inclusion financière constitue l'ossature de développement financier des pays. Aussi, elle joue un rôle fondamental dans les stratégies de développement économique. En effet, en facilitant l'accès aux services financiers de base, l'inclusion financière peut aider à mobiliser la capacité de production des particuliers et des entreprises pour réduire la pauvreté et maximiser le rendement économique. L'objet de ce papier consiste à analyser l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Pour cela, Nous avons effectués une revue de la littérature, en référant aux articles et rapports scientifiques publiés entre 1936 et 2021. Les résultats montrent que la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique est tributaire de l'écosystème de pays, cette relation peut être positive, négative ou bidirectionnelle.

Abstract

Financial inclusion targets populations which don't benefit from the traditional banking system, and subsequently allows them to access and use financial services and products to improve their living conditions. Today, the notion of financial inclusion constitutes the backbone of financial development in countries. It also plays a fundamental role in all economic development strategies. Indeed, by facilitating access to basic financial services, financial inclusion helps mobilize the productive capacity of individuals and businesses, which reduces poverty and maximizes economic returns. The purpose of this paper is to analyze the impact of financial inclusion on economic growth. To do so, we conducted a review of the literature of the subject under study, covering, based on scientific articles published between 1936 and 2021. The results show that the relationship between financial inclusion and economic growth depends on the country ecosystem, to positive, negative, or bidirectional correlation.

Keywords

Poverty, Financial Inclusion, Financial exclusion, Capital Accumulation, Financial Development, Economic Growth, Literature Review.

*Corresponding author. Zakarya.mouzoun@uit.ac.ma

1- Introduction

Réduire la pauvreté et promouvoir la prospérité et assurer l'inclusion économique et sociale des ménages et des entreprises sont les pivots des objectifs de développement durable. L'inclusion financière, comme étant l'ossature d'inclusion économique et social, peut être définie, comme l'ensemble des moyens, des pratiques et des dispositifs mis en œuvre pour permettre aux agents économiques, tels que les particuliers et les entreprises, qui sont hors champ des business modèle du circuit bancaire classique, d'accéder et aussi d'utiliser des produits et services financiers répondants à leurs attentes. Autrement dit, l'inclusion financière permet aux particuliers et entreprises les plus vulnérables de financer leurs activités, de constituer des épargnes, de subvenir aux besoins de leur famille et d'assurer la pérennité de leurs investissements.

Selon la base de données Global Findex, 515 millions d'adultes dans le monde ont un compte auprès d'une institution financière ou via un prestataire de services bancaires par téléphonie mobile entre 2014 et 2017. Cela signifie que 69 % des adultes possèdent désormais un compte, contre 62 % en 2014 et 51 % en 2011. Dans les économies à revenu élevé, 94 % des adultes détiennent un compte, contre 63 % dans les économies en développement (1). Ce qui signifie qu'une fourchette de la population à l'échelle mondiale est toujours exclues des services bancaires de base, comme le confirme l'enquête FINDEX conduite en 2017.

Le Maroc prend une série d'engagement visant à concrétiser et à accroître son inclusion financière. Commençons de 2014 à 2017, Mobilisation du secteur financier dans le cadre d'une stratégie globale pour l'amélioration des conditions d'accès et de la tarification et un processus de collaboration des acteurs publics et privés pour la création de la Fondation Marocaine pour l'Education Financière. En 2016 : lancement des travaux de la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), élaboration de la feuille de route d'alignement du secteur financier sur les objectifs de développement durable et la mise en place d'un observatoire de la TPME. Ensuite en 2018 formulation de la SNIF via : L'analyse de l'état des lieux du côté de l'offre et du côté de la demande, la tenue des ateliers de travail, la définition des leviers et de la structure de gouvernance et élaboration de la feuille de route.

L'inclusion financière pourrait être considérer comme une solution de réduction de la pauvreté et de concrétisation d'une croissance économique plus inclusive. C'est dans ce cadre que cet article a pour objectif de faire une revue de la littérature analysant les liens de causalités entre l'inclusion financière et la croissance économique en se basant sur les articles et les publications scientifique parues entre 1992 et 2021.

Le choix du sujet réside dans l'objectif de faire une revue de la littérature pour clarifier les liens théoriques et empiriques entre l'inclusion financière et la croissance économique. De cet article, nous allons essayer de répondre à la problématique suivante : **dans quelles mesures l'inclusion financière des particuliers et des entreprises stimulent la croissance économique ?**

D'abord, nous allons explorer les définitions clés et les concepts de base relative à l'inclusion financière, notamment l'inclusion financière des particuliers et des entreprises. Ensuite nous allons voir les différents freins à l'inclusion financière et Enfin, nous allons essayer de voir l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique.

2- Le concept de l'inclusion financière

La plupart des pays en développement et même certains pays développés offre à l'inclusion financière une priorité majeure de leurs stratégies. Ils considèrent l'inclusion financière comme l'ossature fondamentale d'inclusion économique et social, car elle conduit à la réduction voire l'élimination de la pauvreté et de lutter contre l'exclusion et les disparités entre les sexes et accroît le bien-être économique et social des particuliers et des entreprises. L'inclusion financière a pour vocation d'accompagner le développement économique et social et contribuer de manière significative au bien-être des citoyens en s'assurant de la maîtrise par l'ensemble de la population des aptitudes financières (Rapport BAM, 2019.).

Pourtant, dans la plupart des pays, nombreux sont ceux qui rencontrent des difficultés dans l'accès aux produits et services financiers appropriés sur le marché conventionnel ou dans l'utilisation de tels services (3).

3 Tous les trois ans depuis 2011, la Banque mondiale publie le rapport Findex, la plus grande base de données faisant état de l'inclusion financière dans le monde.

(4), ont aussi défini le concept de l'inclusion financière comme étant « un meilleur accès et une utilisation plus intensive des services financiers ». Ainsi, l'inclusion financière rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à toute une gamme de produits et de services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) qui soient d'un coût abordable, utiles, adaptés à leurs besoins et proposés par des prestataires fiables et responsables (World bank 2012). De même sens, l'inclusion financière, peut être définie au sens le plus large, comme l'accès et l'utilisation (efficace) par les individus et les entreprises de services financiers formels, fournis à un prix raisonnable et de manière responsable (5).

Bank Al-Maghreb en 2017, de son côté, a considéré l'inclusion financière comme l'un des enjeux majeurs de développement social et économique étant donné qu'elle favorise la croissance économique et lutte contre les disparités sociales. L'inclusion financière est considérée comme un concept à multiple facettes, constitué de plusieurs composantes, dont le degré d'importance est tributaire du contexte de chaque pays. Il s'agit notamment de :

- **L'accès** : c'est la capacité des particuliers et entreprises d'accéder aux services et produits financiers offerts par les institutions formelles ;
- **La qualité** : c'est l'aptitude du service ou produit financier à répondre aux besoins des consommateurs. Elle reflète l'expérience du consommateur telle que démontrée par ses attitudes et opinions à l'égard des produits et services actuellement à sa disposition ;
- **L'utilisation** : c'est la régularité et la capacité d'utilisation des services ou produits financiers par les ménages et les entreprises tel que la capacité de s'emprunter à des coûts abordables ;
- **Le bien-être** : c'est l'impact de l'utilisation du service/produit financier sur la qualité de vie et sur le bien être des consommateurs.

C'est dans ce cadre que (4) ont clarifiés que les stratégies nationales d'inclusion financière comprennent des réformes réglementaires facilitant l'accès aux services financiers innovants et des mesures renforçant l'éducation financière et la protection des consommateurs.

D'autres définitions ont été attribuées au concept de l'inclusion financière. L'inclusion financière, est le processus par lequel une personne peut accéder à des services et produits financiers adaptés à ses besoins, qui sont proposés par des prestataires institutionnels « classiques » (6). Cette définition rejoint la même définition de la banque mondiale qui stipule que l'inclusion financière n'est pas limitée non seulement à l'accès aux services financiers des personnes exclues mais également aux mécanismes et capacité d'utilisation de ces produits et services.

Aussi, l'inclusion financière permet d'assurer le bien-être des individus et des entreprises car elle leur permet de profiter d'opportunités commerciales, d'investir dans l'éducation, d'épargner pour la retraite et de s'assurer contre les risques. Elle permet aussi l'utilisation des services financiers par les pauvres (7), et par la suite de garantir une vraie inclusion économique et sociale.

En somme et sur la base de la littérature, les institutions financières, en sus de leur rôle d'intermédiation financière, offrent des mécanismes et dispositifs facilitant l'accès et l'utilisation des produits et services financiers de base et ce pour répondre aux besoins des populations exclues des offres financières dites « classiques ».

Le tableau 1 ci-dessous, élaboré par Aguera (2015) présente que l'inclusion financière a connu une forte évolution. En passant d'un dispositif de microcrédit de services financiers très modeste à un système plus évolué, avec une ère caractérisée par la numérisation et la digitalisation des produits et services financiers. Aussi de la microfinance à l'inclusion financière, ayant bénéficié de l'émergence et l'évolution de la digitalisation accessible par tous et de partout. Pour Canaghy (2015), le microcrédit est évolué pour devenir la microfinance et passe aujourd'hui à l'inclusion financière selon l'auteur, ce dernier concept s'attache à fournir des services financiers aux populations exclues du système bancaire classique. (8).

Tableau 1. Évolution du micro-crédit à l'inclusion financière de 1995 à aujourd'hui

1995	Début 2000
Micro-crédit	Microfinancement
• A démontrer que les pauvres pouvaient utiliser et rembourser des micro-prêts (on ne leur fait pas la charité)	• On reconnaît les besoins financiers plus larges des pauvres / petites entreprises • Nouveaux problèmes avec le surendettement des clients lié à la croissance rapide des prêts et à la faible infrastructure financière
Fin 2000	Aujourd'hui
Accès au financement	Inclusion financière
• 1ère génération d'initiatives d'Institutions Financières menées par l'État (ex. le Brésil, l'Afrique du Sud). • Innovation dans la fourniture de service financiers, par exemple, par téléphone mobile, points de vente.	• Comprendre que les gouvernements peuvent lancer le développement du marché et que les régulateurs peuvent favoriser les réactions des institutions financières. • Concurrence accrue des fournisseurs non traditionnels, par ex., les sociétés de téléphone, la poste. Alphabétisme financier et protection des consommateurs également prioritaires.

Source : adapté de Aguera 2015 par (8)

A l'heure actuelle, un nombre important de pays souffrent de chiffres massifs des populations exclues de services bancaires et financiers formels. Portant les décisions stratégiques les encouragements mis en place par les pouvoirs publics, des pratiques et des dispositifs restent toujours obstacles et freins devant l'atteinte des objectifs visés et aussi la réussite des 17 objectifs de développement durable, tel que la réduction de la pauvreté, le bien être, l'éducation, l'égalité entre les genres, ...

3- Les freins à l'inclusion financière

Un nombre croissant de pays, tels que l'Inde (9) le Pérou (10) et Kenya (11), ont déclaré la réussite de leurs programmes en matière d'inclusion financière. Par le programme PMJDY¹, l'Inde a amélioré le niveau d'inclusion financière pour un nombre important de ses citoyens et a accroché un grand succès dans les premières années de sa mise en œuvre. Aussi au Kenya, le programme M-Pesa² a réduit le seuil atteint par l'exclusion financière qui est passé de 73,6% en 2006 à 59,5% en 2009.

De l'autre côté, de nombreuses études et de travaux de recherches scientifiques ont prouvés que plusieurs facteurs se présentent comme des obstacles à l'inclusion financière des populations écartées des produits et services financiers et principalement l'ouverture d'un compte bancaire, avoir un compte d'épargne ou d'être couvert par une assurance. La littérature a démontré que la situation se diffère et dépend de la qualité de la population ciblée qu'elle soit les particuliers ou les entreprises.

Selon la base de données FINDEX publiée en 2018, la part des adultes détenant un compte bancaire a connu une augmentation de 7% et ce par rapport à 2014 en accrochant aujourd'hui 69%, soit 515 millions d'adultes ayant accès à des outils financiers (*Demirguc-Kunt et al. - 2018*). Cette évolution est le fruit d'évolution qu'ont connu les programmes mis en place par les pouvoirs publics, de l'émergence, le progrès de paiements numériques et de la nouvelle génération de téléphone mobile. En parallèle, la littérature scientifique prône qu'il existe toujours plusieurs freins à l'inclusion financière.

D'après la littérature, principalement la base de données FINDEX 2018, les obstacles de l'inclusion financière, peuvent être synthétisés comme suit :

- **Les différences de genres en matière de détention de compte, de l'épargne formelle et de l'accès crédit classique bancaire.** Les femmes sont les plus exclues financièrement (1). Juste 65% des femmes

4 Le programme Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana (PMJDY) est aujourd'hui le programme d'inclusion financière qui affiche les meilleurs résultats dans le monde. Il prévoit un accès universel aux services bancaires avec au moins un compte par ménage, ainsi qu'un accès à des produits de crédit, d'assurance et de retraite.
<https://www.google.com/search?q=le+programme+PMJDY&oeq=le+programme+PMJDY&aqs=chrome..69i57j0i546j0i30i546j0i546j0i30i546j69i64.1374j0j15&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

5 M-Pesa permet aux utilisateurs en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport de déposer, retirer et transférer aisément de l'argent grâce à un appareil mobile de type téléphone portable.
<https://www.google.com/search?q=programme+M-P%C3%A9sa&oeq=programme+M-P%C3%A9sa&aqs=chrome..69i57.7027j0j15&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

dans le monde qui détient un compte bancaire, ce chiffre est plus bas si on le compare avec la proportion des hommes bancarisés qui a atteint 72%.

- Aussi, **l'échelle mondiale un grand écart qui se persiste écart les riches et pauvres.** (1) confirment que pour 60% des adultes appartenant aux ménages les plus riches, 74 % détiennent un compte. Cependant pour les 40% des adultes appartenant populations pauvres juste 61 % qui détiennent un compte bancaire, avec un écart global de 13 pour cent.
- **Faible revenu des populations non bancarisées.** Au Maroc comme exemple, selon le rapport annuel de Bank Al-Maghreb publié en 2019 concernant l'avancement des travaux concernant la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'inclusion financière³, 72% de cette population déclarent que le motif de non bancarisation est l'insuffisance des fonds, 11% d'entre eux déclare que le motif dépend de la cherté des services offerts par les institutions financière (*Rapport BAM, 2019.*).
- Pour (14), parmi les freins à l'inclusion financière des pauvre, on trouve **l'inadaptation des services et produits financiers aux besoins des consommateurs.** l'inadaptation des services et produits financiers offerts s'est imposé, le secteur financier a pu développer au cours des dernières années une offre financière « classique » de qualité tout en proposant des offres alternatives notamment la micro-finance via la diversification des produits y liés, tels que les « compte de paiement », la « micro-épargne » et la « micro-assurance », reposent sur des fondamentaux et des dispositifs qui les rendent plus accessibles aux populations exclues des services et produits financiers classiques. Aussi le Fond monétaire international publié en 2013 a confirmé que la non-accessibilité au secteur financier formel et la rareté des produits bancaires, exposent les populations les plus démunies à la pauvreté (15). Pour les banques traditionnelles, les jeunes, les chômeurs et les femmes ne représente pas le segment le plus prioritaire, qu'elles jugent peu rentable au regard des risques que ces clients représentent et des coûts opérationnels élevés nécessaires pour les servir. Ce qui entraîne une disponibilité et une diversité limitée de produits et de services financiers spécialisés pour atteindre ces populations non ou mal desservies (5).
- **Le statut associatif des institutions de micro-finance (IMF)** ainsi que **la réglementation qui reste encore contraignante** qui ne permet pas l'encouragement de l'injection de fonds des investisseurs dans ce genres d'institutions et à diversifier les sources de financement car la plupart des IMF sont considérées comme des entreprises à vocation sociale et non lucrative. Les IMF cherchent le juste équilibre entre leur mission sociale et leur rentabilité, ce qui ne favorise pas l'expansion du marché (5).

Lors de l'étude exploratoire sur le potentiel d'inclusion financière du mobile banking menée par (16) , ils ont défini la non-bancarisation comme une situation où des consommateurs potentiels n'ont pas accès aux services financiers de base, tels que le compte bancaire, le compte chèque ou le compte épargne et ne peuvent corrélativement accéder à un crédit à taux normal, c'est la même définition posée par : (17) ; (18) ; (19).

A l'échelle mondiale, et selon le rapport FINDEX publié en 2017, 1,7 milliards d'adultes ne possèdent pas de compte bancaire dont cinquante-six pour cent de la totalité des adultes déclarés sont des femmes. Ces dernières sont surreprésentées chez les non-bancarisés dans les économies où seule une petite proportion d'adultes ne sont pas bancarisés notamment la Chine et l'Inde, et dans les économies où la moitié ou plus sont bancarisés, comme le Bangladesh et la Colombie. La majorité des adultes exclus sont de la population pauvres **n'ayant pas de revenu** à savoir que 47 % des adultes non bancarisés ne disposent pas d'emplois, ou des **adultes plus susceptibles d'avoir un faible niveau d'éducation** (1). Dans le même sondage Findex, 13 % et 20 % des personnes interrogées sur les raisons de leur non-bancarisation ont respectivement cité **le manque de documentation, la culture musulmane de certains populations et de confiance envers les institutions financières** (5). Donc les populations exclues préfèrent d'emprunter en utilisant des canaux informels (Familles, Tontine,)

Au retour à l'étude empirique réalisé par (3) sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc, les résultats ont prouvés que 73% des femmes enquêtées ont répondu à l'affirmatif qu'elles ont **un faible niveau d'éducation financière** et qu'elles ont besoin de programme d'éducation ou de renforcement de capacité en termes financiers.

6 Initiée depuis 2016 par Bank Al-Maghreb et le ministère d'économies et des finances, la stratégie nationale d'inclusion financière marocaine vise la réduction des disparités en termes d'accès et utilisation des services financiers. En d'autres termes, c'est une feuille de route qui est censée de faciliter l'accès des personnes les moins favorisées aux différents services et produits financiers (comptes bancaires, transactions, épargne, assurances, etc.).

(16), à partir d'une étude exploratoire, menée sur le potentiel d'inclusion financière du mobile banking, ont procédé à une comparaison entre plusieurs études et ils ont dévoilé que les facteurs d'exclusion financière sont, d'une manière générale, sont pareil entre les pays développés et en développement. Pour eux la non-bancarisation des personnes exclus dépend de plusieurs facteurs comme les difficultés d'accès aux banques et aux comptes bancaires, le niveau faible de certains individus qui ne leurs permettait pas de s'acquitter des frais de services bancaires et les services financiers proposés qui ne s'adaptent pas avec les attentes des consommateurs.

De côté de l'offre, quels soient pays développés ou en voie de développement, l'exclusion financière est creusée par l'inaccessibilité des ménages et des entreprises aux services financiers de base, le coût élevé de ces services, la difficulté d'accès aux agences bancaires et d'institutions financière vu leur nombre restreint par rapport aux nombres d'habitants dans les zones rurales, s'ajoute aussi l'incompatibilité des services fournies aux attentes des clients. Concernant l'exclusion financière de côté de demande : le niveau de revenu, la phobie de banques et l'auto-exclusion sont les principaux facteurs derrières les taux les plus faibles de bancarisation dans les pays développés ou en développement. Ce sont les même résultats prouvés par (20–24). En somme et d'après la littérature scientifique concernant le concept de l'inclusion financière, l'analyse des facteurs d'exclusion bancaire ou des autres services financiers « classiques » met l'accent sur plusieurs points de convergence en ce qui concerne les pays en développement que les pays développés. De cette analyse nous pouvons dire que l'inaccessibilité, le coût élevé des transactions, la distance entre le lieu de résidence et la plus proche agence bancaire, l'offre de services inadaptés aux besoins des consommateurs, le niveau de revenu, la phobie d'accéder à une banque ou à une institution financière sont les principaux freins de succès de l'inclusion financière.

4- La relation entre l'inclusion financière et la croissance économique

L'inclusion financière est considéré comme un accès équitable pour l'ensemble des individus et entreprises à des produits et services financiers formels (transactions, paiements, épargne, financement et assurance) pour une utilisation adaptée à leurs besoins et à leurs moyens, afin de favoriser l'inclusion économique et sociale tout en préservant leur droit et dignité (Rapport -SNIF-maroc-2019.). De cette définition, l'inclusion financière s'inscrit dans le cadre de l'innovation et de développement financier en permettant aux agents exclus des systèmes financiers l'accès et l'utilisation des services et produits financiers de base dont l'objectif est de réduire la pauvreté, accumulation de capital et par la suite une croissance endogène plus inclusive.

Un système financier efficace, nécessite un cadre macroéconomique stable et une croissance économique soutenue qui contribuera à la réduction de la pauvreté et des inégalités (25). Aussi, un secteur bancaire et financier développé est la composante essentielle d'une économie et, plusieurs études ont démontré les liens entre le développement financier et la croissance économique (7). Autrement dit, de nombreux travaux empiriques remettent en question la linéarité de la relation entre le développement financier et la croissance économique de long terme (26).

Trois possibilités régissent la corrélation entre développement financier et croissance :

- La « **supply leading** » développée par (27), en se basant sur la théorie schumpétérienne, elle s'agit de l'offre des services financiers, où le Développement financier est un déterminant de la croissance ;
- La « **demand Following** » : la demande des services financiers où le développement financier suit la croissance économique, (28).
- Le Développement financier et la croissance, s'interfèrent entre eux. C'est **une relation équipotente, ou Bijective** (29).

(30), définissent la « **demand Following** » : la demande des services financiers, La relation qui suit la demande, en revanche, apparaît comme une conséquence du développement du secteur réel. Cela implique un élargissement continu des marchés.

(31), définit la « **supply leading** » ou l'offre des services financiers signifie la création d'institutions et d'instruments financiers en prévision de la demande, dans le but de stimuler la croissance économique. Cette

stratégie vise à rendre l'allocation du capital plus efficace et à encourager la croissance par le biais du système financier.

Les études de la relation entre le développement financier et la croissance économique remontent aux travaux de Schumpeter (1912), qui a prouvé l'importance des banques pour le bon fonctionnement d'un système économique et par la suite sont impact sur le développement économique d'un pays. Il a démontré l'importance significatif, sur le court et long terme, de services financiers en particulier les crédits bancaires pour la croissance économique et il a évoqué l'encouragement de l'innovation de la production via l'accumulation de capital sur la croissance économique (32).

Selon la théorie de la diversification financière (33) mettaient en avant les avantages de cette théorie, qui accompagne l'impact de développement de cadre financier, sur le développement économique tandis que (34) à travers la théorie de la libéralisation financière, prônaient l'émancipation financière comme socle contre le sous-développement économique (35).

Ensuite plusieurs travaux ont étayé pour objet d'étudier la relation entre l'inclusion financière et la croissance tout en faisant plusieurs études sur la base plusieurs variables. (36) : en examinant la question de causalité : un développement plus important des intermédiaires financiers entraîne-t-il une croissance économique plus rapide ? Ils ont obtenus comme résultat que le développement financier impact positivement et de manière significative la croissance économique, c'est-à-dire que le développement financier a un effet causal positif sur la croissance économique et que les conclusions du document concordent avec l'opinion selon laquelle les réformes juridiques et comptables qui renforcent les droits des créanciers, l'exécution des contrats et les pratiques comptables peuvent stimuler le développement des intermédiaires financiers et ainsi accélérer la croissance économique (36);

La croissance économique est celle qui mène au développement financier et non l'inverse en justifiant l'impact des flux de capitaux externes sur la croissance dépend des stratégies et politiques mises en œuvre dans le pays et ce pour stabiliser l'investissement de stimuler l'investissement intérieur, la productivité et d'autres actions visant à provoquer la croissance économique et la réduction de la pauvreté (37), aussi (38) confirment ce résultat tout en présentant un modèle simple qui établit la possibilité d'une relation non monotone et de non linéarité entre la croissance économique et le développement financier.

Pour Joseph E. Stiglitz, membre du Conseil, des conseillers économiques à la banque mondiale, la croissance économique peut être stimulée par l'augmentation de l'épargne dans les pays pauvres, à travers l'accumulation de capital (39);

Pour (40): des économies où les niveaux de développement du secteur financier sont plus évolués connaissent une croissance plus pérenne et luttent fortement contre la pauvreté. Pour eux le système financier stimule la croissance principalement en agissant l'allocation de l'épargne de la société. Ainsi, lorsque les systèmes financiers accomplissent leur principale mission comme l'identification et le financement des entreprises dotant des meilleures perspectives, cela améliore l'allocation du capital et favorise la croissance économique.

De l'étude empirique sur la direction de la causalité entre le développement financier et la croissance économique dans trois pays d'Afrique subsaharienne - le Kenya, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. (41), de cette étude, a conclu que la direction de la causalité entre le développement financier et la croissance économique est sensible au choix de la mesure du développement financier. Dans l'ensemble, **une réponse axée sur la demande** s'avère plus forte au Kenya et en Afrique du Sud, tandis qu'en Tanzanie, **une réponse axée sur l'offre** s'avère dominante. Les résultats de l'étude recommandent donc que pour le Kenya et l'Afrique du Sud, le secteur réel de l'économie soit davantage développé afin de soutenir le développement du secteur financier. Cependant, pour la Tanzanie, il est nécessaire de développer davantage le secteur financier afin de rendre l'économie plus monétisée.

(42) confirme l'idée qui stipule que le secteur financier impact positivement la croissance économique et ce à partir de la présentation de l'économie britannique, pour Bagehot W, le succès du développement d'une économie repose sur le succès de son marché financier. Un système financier plus inclusif et bénéfique aux particuliers, aux entreprises et à l'économie tout entière. Cette situation a poussé les pouvoirs publics à la mise

en place des infrastructures mobilisant les nouvelles technologies en Angleterre. Par conséquent, se limiter à une certaine catégorie d'entreprises, l'accès aux services financiers pourrait, selon (42) constituer un obstacle à la mise en place de nouvelles technologies s'avérant bénéfique à la création de croissance économique.

Lors de l'étude sur l'analyse des effets de l'inclusion financière sur la croissance économique en Côte d'Ivoire en utilisant des données couvrant la période de 1995 à 2019, les résultats ont corroborés les liens théoriques entre l'inclusion financière et la croissance économique à long terme et à court terme, l'inclusion financière des particuliers et le capital humain qui sont tous les deux significatif. L'ouverture commerciale et l'inclusion financière des entreprises ont des effets positifs non significatifs sur la croissance. (32).

Keynes (1936) dans son fameux ouvrage « La théorie générale de l'emploi » a mis l'accent sur le rôle primordial que joue de l'investissement dans la production globale et l'emploi et il a démontré que le taux d'intérêt est corrélé positivement avec l'investissement. Pour Keynes, la baisse de taux d'intérêt implique automatiquement l'augmentation des investissements et par la suite la croissance économique (43).

D'une étude faite sur un échantillon de 44 pays africains entre 1988 et 2007, (44), Se concentrant sur le développement de la téléphonie mobile ou les nouvelles technologies, les résultats de cette étude soutiennent que l'inclusion financière pourrait être l'un des canaux par lesquels la diffusion de la téléphonie mobile contribue de manière positive à la croissance.

Les modèles théoriques - notamment ceux fondés sur la théorie de la croissance endogène - ont mis en avant les liens positifs entre les deux variables. Un tel lien repose sur la plus grande efficacité de l'intermédiation financière en termes de traitement des asymétries d'information, de diversification des risques et d'allocation des ressources. Le développement financier favorise alors la croissance économique en augmentant l'accumulation du capital et/ou la croissance de la productivité totale des facteurs (26).

Les résultats de l'étude menée par (45), ont démontrés que l'inégalité des revenus a un effet très négatif sur la croissance du PIB et surtout dans les pays à faible revenu et les pays les plus fragiles, aussi, l'inclusion financière améliore la relation entre l'inégalité des revenus et la croissance économique. Grâce à la réduction de l'inégalité des revenus via l'inclusion financière transforme la relation négative entre l'inégalité des revenus et la croissance économique en une relation positive.

A l'aide des données de panel dans les années de 2005 - 2013 des 31 provinces d'Indonésie. (46) ont révélés qu'il y a un effet positif et significatif de financement inclusif à l'investissement et à la croissance ainsi qu'un impact négatif et significatif sur la pauvreté, mais n'a pas effet significatif sur la croissance économique.

Sur la base de l'économétrie de données de panel concernant la période 2004-2010. Les résultats empiriques révèlent qu'il existe une relation positive et à long terme entre l'inclusion financière et la croissance économique dans 31 pays du monde. En outre, le test de causalité du panel montre une causalité bidirectionnelle entre l'inclusion financière et la croissance économique. Ainsi, l'étude confirme que l'inclusion financière est l'un des principaux moteurs de la croissance économique (47).

Dans le but d'étudier et d'évaluer le lien entre les vastes dimensions de l'inclusion financière et le développement économique de l'économie indienne émergente en utilisant le modèle VAR. Les résultats empiriques et la discussion suggèrent qu'il existe une association positive entre la croissance économique et diverses dimensions de l'inclusion financière, en particulier la pénétration bancaire, la disponibilité des services bancaires et l'utilisation des services bancaires en termes de dépôts (48).

Pour (35) : L'analyse des interactions entre la sphère financière et la sphère réelle se trouve dès lors renouvelée. L'objet de son étude est d'analyser l'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo, en s'appuyant sur le modèle Auto Regressive Distributed Lag (ARDL) et l'analyse descriptive. Il ressort de cette étude que l'inclusion financière exerce une influence significative et positive sur la croissance économique au Congo, notamment sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) hors pétrole.

(49) : Dans le but de vérifier si l'amélioration de l'inclusion financière constitue un outil important pour l'amélioration de la croissance agricole, en partant des données annuelles sur la période 1988-2018 et des MCO, pour analyser le lien entre inclusion financière et production agricole au Bénin. Les résultats montrent

que l'accès au financement a un effet positif et significatif sur la production agricole. Cependant, l'utilisation des services financiers a un effet positif non significatif sur la production agricole.

(32) : L'analyse des effets de l'inclusion financière sur la croissance économique en Côte d'Ivoire faite par l'usage du modèle VECM sur des données couvrant la période de 1995 à 2019 issu de différentes bases de données. Les résultats de l'estimation économétrique sont très intéressants dans le sens où ils éclairent sur les effets et les liens entre l'inclusion financière et la croissance économique à long terme et à court terme. L'ouverture commerciale et l'inclusion financière des entreprises ont des effets positifs non significatifs sur la croissance. L'investissement impact négativement et significativement la croissance à long terme et au contraire, sur le court terme, l'investissement impact positivement et significativement la croissance économique. L'inclusion financière des entreprises et l'ouverture commerciale ont des effets positifs non significatifs sur la croissance tandis que le capital humain et l'inclusion financière des particuliers ont des effets négatifs non significatifs.

(50) : leur étude démontre clairement et analytiquement que l'inclusion financière comme objectif d'une offre stratégie de modèle de développement financier peut clairement créer croissance plus rapide et ce avec l'utilisation d'un modèle multiplicateur démontrer comment l'inclusion financière crée plus production que dans le cas d'une demande suivant le modèle de développement financier et le "AK"⁴ le plus populaire le cadre du modèle de croissance en vue de démontrer la supériorité de l'inclusion financière dans la création d'une croissance plus rapide.

(48) : Analyse le lien entre les dimensions de l'inclusion financière et le développement économique de l'économie l'Inde, en s'appuyant dans un premier temps sur un modèle VAR, elle a constaté qu'il existe une relation positive entre la croissance économique et les différentes dimensions de l'inclusion financière, en particulier la pénétration bancaire, la disponibilité des services bancaires et l'utilisation des services bancaires en termes de dépôts. Deuxièmement l'analyse de causalité de Granger révèle une causalité bidirectionnelle entre la diffusion géographique et le développement économique et une causalité unidirectionnelle entre le nombre de dépôts / comptes de prêts et le produit intérieur brut. Les variables sont retenues selon chaque dimension de l'inclusion financière la période 2004-2013.

(51) : Examine les effets de l'inclusion financière sur la croissance économique du Nigeria (1982-2012). Les résultats globaux de l'analyse de régression montrent que les activités financières inclusives de la banque influencent positivement la réduction de la pauvreté, mais marginalement déterminé la croissance économique nationale et l'intermédiation financière par le biais de réseaux d'agences bancaires améliorés, de prêts aux zones et prêts aux petites entreprises.

(29) : étude l'impact de l'inclusion financière sur la croissance des économies des pays en développement tels que la région MENA⁵ et les BRICS⁶. Les résultats montrent quelques points intéressants comme l'analyse VAR qui explique l'impact des intermédiaires financiers sur la croissance. La carte de crédit n'a aucune signification particulière, le compte mobile n'est pas non plus significatif. La causalité est importante car elle montre qu'elle est bidirectionnelle entre la carte de crédit, le compte mobile et le revenu nationale brut (RNB), ce qui signifie l'importance de l'inclusion financière à l'échelle mondiale.

(52) : En utilisant des simulations à partir de modèle d'équilibre général de Walras⁷, il est possible d'identifier les frictions les plus contraignantes du secteur financier qui empêchent l'inclusion financière des entreprises, et étudier les effets sur la croissance et les inégalités des efforts déployés pour supprimer ces frictions. L'étude

⁷ Le modèle AK est une version très simplifiée du modèle de Römer qui est une forme réduite d'autres modèles de croissance endogène de capital travail au capital humain, donc le facteur capital est accumulable. Rebello reprend le modèle de Solow, en reformulant la fonction de production.

⁸ Acronymes utilisés pour désigner une région du monde comportant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

⁹ Acronyme pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

¹⁰ Dans son modèle de l'équilibre général, L. Walras (1824-1910) montre qu'il existe un système de prix relatifs qui permet d'assurer simultanément un équilibre stable entre l'offre et la demande sur l'ensemble des marchés, à condition que l'on soit dans une économie concurrentielle.

révèle que l'abaissement des contraintes sur les garanties promet une croissance plus élevée alors que l'inégalité est mieux maîtrisée par des mesures qui réduisent le coût de la participation financière. (52) prouve que les effets des actions d'inclusion financière des gouvernements sur la croissance et les inégalités dépendent du rythme et du choix des mesures mises en œuvre. Regrouper les différentes micro-initiatives et les défis restants en trois grands domaines de frictions financières - coûts de participation (accès), les contraintes d'emprunt (profondeur) et l'efficacité de l'intermédiation - il est possible d'évaluer les effets de la suppression des contraintes sur les principales variables macroéconomiques en équilibre général maquette. Les simulations suggèrent que l'assouplissement de diverses frictions du secteur financier peut affecter différemment la croissance et les inégalités dans la transition et dans l'état d'équilibre. Abaisser les contraintes sur les garanties empêcher une plus grande inclusion du secteur financier promet une croissance plus élevée alors que les inégalités sont mieux abordées par des mesures qui réduisent le coût de la participation financière. Cependant, certaines mesures peuvent impliquer des compromis qui doivent être suivis de près.

De la revue de la littérature scientifique traitant la liaison entre l'inclusion financière et la croissance économique, nous pouvons tirer que des études ont prouvés que c'est l'inclusion financière qui impact positivement la croissance économique, pour d'autres, c'est totalement le contraire, c'est la croissance économique qui stimule l'inclusion financière alors que pour une autre communauté de chercheurs, l'inclusion financière et la croissance économique ont une relation bijective ou bidirectionnelle.

5- Conclusion

L'inclusion financière pérenne des populations est un accès universel pour les particuliers et les entreprises à des coûts de transaction abordables de toute une gamme de services financiers proposés par des institutions financières responsables et durables. De l'autre point de vue, l'inclusion financière, a pour objectif d'assurer la financiarisation de l'économie et l'analyse de la propension des agents économiques ayant la capacité d'utiliser les produits et services financiers adaptés à leurs besoins et à leurs moyens, afin de favoriser l'inclusion économique et sociale tout en préservant leur droit et dignité, tel que, l'accès au crédit via l'endettement, de constituer des épargnes et aussi de se prémunir contre les risques en recourant aux produits d'assurance adaptés.

De cet article, nous avons effectué un survol sur les articles, ouvrages et rapports scientifiques tout en faisant une revue de la littérature théorique et empirique à propos de la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique.

L'inclusion financière s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un système financier innovant et plus développé. L'enjeu des économies est d'assurer un développement financier et ce via la création de produits et services financiers visant à réduire le taux d'exclusion bancaire, réduire la pauvreté, réussir l'accumulation de capital et par la suite une croissance économique endogène est plus inclusive.

Comme s'est prédit dans la théorie schumpetérienne, le développement financier impact positivement est significativement la croissance économique. La baisse de taux d'intérêt pousse les particuliers à la souscription de nouveaux crédits, à faire des économies et à épargner, à l'engagement dans de nouveaux investissements et comme ça à la création de la richesse. Nous pouvons conclure aussi que la croissance économique est impactée positivement par le niveau de scolarité des ménages, de leur niveau d'éducation financière et aussi par le genre et leur niveau de revenu.

La littérature prouve que, l'impact de l'inclusion financière, ou de développement financier, sur la croissance économique peut être positif, négatif ou parfois bidirectionnel. Cet impact dépend de niveau de développement économique d'un pays.

Remerciement

C'est avec beaucoup de reconnaissance que nous adressons nos sincères remerciements à l'égard de tous les membres de l'Association de la Recherche Scientifique et d'Etudes Doctorales (ARSED) ainsi que les membres de l'équipe de la rédaction (CRS), pour leur aimable bienveillance, diriger notre étude, qui ont fait

preuve d'une grande patience. Leurs conseils, leurs orientations ainsi que, leur confiance et sincérité et surtout leurs qualités humaines et leurs intérêts portés pour notre sujet de recherche nous ont permis de mener à terme cet article. Leur encadrement était des plus exemplaires.

Références bibliographiques

1. A. Demirguc-Kunt, L. Klapper, D. Singer, S. Ansar, J. Hess. J. Global Findex Database (2017)
2. B. Benyacoub. Int J Account Finance Audit Manag Econ. (2021)
3. S. Guérineau, L. Jacolin. Rev Econ Financ. (2014)
4. Y. Mekouar, J. Robert. Rev Déconomie Financ. (2020)
5. P. Wélé, M. Labié. Rev Tiers Monde. (2016)
6. A. Demirgüç-Kunt, R. Levine. Rev Economies Dév. (2008)
7. N. Kuindja. R. (*). (2020).
8. P. Nimbrayan, N. Tanwar, R. Tripathi. Econ Aff. (2018)
9. M. Langevin. Rev Tiers Monde. (2016)
10. N. Ndung'u. Academic Press; (2018)
11. Demirguc-Kunt, The Global Findex Database (2017)
12. S. Claessens. World Bank Res Obs. (2006)
13. Rapport FMI 2013.
14. D. Assadi, A. Cudi.: Manag Avenir. (2011)
15. N. Geach. J Int Trade Law Policy. (2007)
16. PS. Koku, Int J Bank Mark. (2015)
17. GG. Panigyrakis, PK. Theodoridis, CA Veloutsou. J Financ Serv Mark. (2002)
18. P. Beshouri, J. Gravråk. McKinsey and company (2010)
19. J. Caskey. Financ Serv. (1997)
20. S. De Sousa. J Paym Strategy Syst. (2010)
21. S. Djankov, P. Miranda, E. Seira, S. Sharma. DC: World Bank (2008)
22. H. Kempson, C. Whyley, J. Caskey, Financial Services Authority; (2000).
23. K. Kpodar. thèse (2006).
24. JP. Allegret, S. Azzabi. Rev Econ Dev. (2014)
25. RL. St Hill. Sav Dev. (1992)
26. NM. Odhiambo. Afr Dev Rev. (2007)
27. G. Saab. The Business and Management Review. (2017)
28. N. Hermes, R. Lensink. Psychology Press; (1996)
29. HT. Patrick. Econ Dev Cult Change. (1966)
30. B. Kouet Gildas Christian. Rev Fr Econ Gest (2021)
31. JG. Gurley, ES. Shaw. Am Econ Rev. (1955)
32. R. McKinnon. Brookings Institution Press (1973)
33. FJD. Kabikissa. Rev Congo Gest. (2020)
34. R. Levine, N. Loayza, T. Beck. J Monet Econ. (2000)
35. G. Mougani. African Development Bank. (2012)
36. B. Fattouh, L. Deidda. Economics Letter (2002)
37. JE. Stiglitz. The International Bank for Reconstruction and Development (1994).
38. M. Čihák, A. Demirgüç-Kunt, E. Feyen, R. Levine R. Washington, DC: World Bank; (2012)
39. NM. Odhiambo. Afr Dev Rev. (2007)
40. W. BAGEHOT. Online Library of Liberty. (1873)
41. JM. Keynes. Q J Econ. (1936)
42. KR. Kpodar, M. Andrianaivo. IMF Work Pap (2011)
43. JH. Kim. Emerg Mark Finance Trade. (2016)
44. A. Anwar, P. Uppun, ITA. Reviani. Journal of Business and Management. (2016)
45. D. Sethi, D. Acharya. J Financ Econ Policy. (2018)
46. D. Sharma. J Financ Econ Policy. (2016)
47. AF. Akpan, AF. Chabossou, FD. Degbedji. An. ci Econ L'UAC. (2020)
48. S. Ganti, D. Acharya. Univers J Account Finance. (2017)
49. AR. Onaolapo. EA Journals; 2015
50. I. Karpowicz. [Journal of Banking and Financial Economics](#), (2016)